



Assemblée générale

Distr. limitée
16 octobre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Troisième Commission

Point 110 de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits de l'enfant

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Cuba, Danemark, Équateur, Espagne, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Italie, Lesotho, Liechtenstein, Luxembourg, Malawi, Monaco, Mozambique, Namibie, Népal, Nigéria, Norvège, Ouganda, Pays-Bas, Portugal, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Sénégal, Suède, Swaziland, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Zambie et Zimbabwe : projet de résolution

Les petites filles

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 54/148 du 17 décembre 1999 et toutes ses résolutions antérieures sur la question, y compris les conclusions concertées de la Commission de la condition de la femme, en particulier celles qui concernent les petites filles,

Rappelant également toutes les conférences pertinentes tenues sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et la Déclaration et le Programme d'action du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, tenu à Stockholm du 27 au 31 août 1996¹, ainsi que le récent examen quinquennal de l'exécution du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement² du Sommet mondial pour le développement social³,

Profondément préoccupée de la discrimination à l'égard des petites filles et de la violation de leurs droits qui font qu'elles bénéficient souvent moins que les gar-

¹ A/51/385, annexe.

² *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

³ *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexe II.

çons de l'accès à l'éducation, à l'alimentation, aux soins de santé physique et mentale ainsi que des droits, possibilités et avantages de l'enfance et de l'adolescence et qu'elles sont fréquemment victimes de diverses formes d'exploitation culturelle, sociale, sexuelle et économique ainsi que de la violence et de pratiques néfastes telles que l'infanticide, l'inceste, le mariage précoce, la sélection du fœtus en fonction du sexe et de la mutilation génitale,

Reconnaissant la nécessité de réaliser l'égalité entre les sexes afin d'assurer un monde juste et équitable pour les filles,

Profondément préoccupée par le fait que les petites filles sont parmi les premières victimes de la pauvreté, des guerres et des conflits armés, ce qui limite leurs possibilités de s'épanouir,

Notant avec inquiétude que les petites filles sont maintenant en outre victimes de maladies sexuellement transmissibles et de la contamination par le virus de l'immunodéficience humaine, d'où une moindre qualité de vie et une aggravation de la discrimination,

Réaffirmant l'égalité de droits des hommes et des femmes consacrée notamment par le Préambule de la Charte des Nations Unies, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁴ et la Convention relative aux droits de l'enfant⁵,

Réaffirmant également la Déclaration politique⁶ et les nouvelles mesures et initiatives visant à appliquer la Déclaration et le Programme d'action de Beijing⁷ adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt-troisième session extraordinaire, intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle »,

Réaffirmant en outre la Déclaration adoptée par le Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar du 26 au 28 avril 2000,

1. *Souligne* qu'il faut d'urgence assurer le plein respect des droits des petites filles garantis par tous les instruments relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant⁵ et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁴ et que lesdits instruments soient ratifiés par tous les pays;
2. *Prie instamment* les États d'envisager de signer et de ratifier le Protocole facultatif⁸ se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
3. *Se félicite* de l'adoption par l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session des Protocoles facultatifs⁹ se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication des enfants dans les conflits armés ainsi que la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des

⁴ Résolution 34/180, annexe.

⁵ Résolution 44/25, annexe.

⁶ Résolution S-23/2, annexe.

⁷ Résolution S-23/3, annexe.

⁸ Résolution 54/4, annexe.

⁹ Résolution 54/263, annexes I et II.

enfants et invite les États à envisager de les signer et de les ratifier à titre prioritaire afin que ces instruments entrent en vigueur dès que possible;

4. *Se félicite également* de l'Initiative concernant l'éducation des filles lancée par le Secrétaire général à l'occasion du Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar du 26 au 28 avril 2000;

5. *Prie instamment* tous les gouvernements et le système des Nations Unies d'intensifier leurs efforts bilatéralement et conjointement avec les organisations internationales et les donateurs du secteur privé en vue d'atteindre les objectifs fixés par le Forum mondial sur l'éducation ayant trait notamment à l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 et à la mise en oeuvre de l'Initiative concernant l'éducation des filles visant cet objectif et réaffirme les engagements énoncés dans la Déclaration du Millénaire¹⁰;

6. *Demande* à tous les États de prendre des mesures pour éliminer les obstacles qui continuent d'entraver la réalisation des objectifs stipulés dans le Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes¹¹, tels qu'énoncés au paragraphe 33 des nouvelles mesures et initiatives pour la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing⁷ et de renforcer le cas échéant les mécanismes nationaux nécessaires pour appliquer des politiques et programmes en faveur des fillettes et d'améliorer dans certains cas la coordination entre les institutions chargées de veiller au respect des droits fondamentaux des filles, comme il est indiqué dans les nouvelles mesures et initiatives;

7. *Prie instamment* tous les États d'adopter toutes les mesures et réformes juridiques nécessaires pour que les petites filles jouissent intégralement et sur un pied d'égalité de tous les droits de la personne humaine et des libertés fondamentales, de prendre des mesures efficaces pour empêcher qu'il soit porté atteinte à ces droits et libertés et de fonder sur les droits de l'enfant leurs programmes et politiques en faveur des petites filles;

8. *Prie instamment* les États de promulguer et faire appliquer strictement une législation garantissant que le mariage ne peut être contracté qu'avec le consentement libre et entier des futurs conjoints ainsi que des textes législatifs fixant l'âge minimum légal du consentement au mariage et l'âge minimum du mariage et, le cas échéant, de relever celui-ci;

9. *Prie instamment* tous les États de s'acquitter de leurs obligations en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi que de l'engagement qu'ils ont pris d'exécuter le Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

10. *Prie de même instamment* tous les États de promulguer et faire appliquer des lois protégeant les filles de toutes les formes de violence, notamment l'infanticide et la sélection du fœtus en fonction du sexe, la mutilation génitale, le viol, la violence familiale, l'inceste, les sévices sexuels, l'exploitation sexuelle, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, et d'élaborer à cet effet des programmes de soins confidentiels sûrs et adaptés à chaque âge ainsi que de créer des

¹⁰ Résolution 55/20.

¹¹ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.

services d'assistance médicale, sociale et psychologique pour venir en aide aux filles victimes de violences;

11. *Invite* tous les États et toutes les organisations internationales et non gouvernementales, individuellement et collectivement, à continuer d'exécuter le Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, particulièrement en ce qui concerne les objectifs stratégiques ayant trait aux petites filles, y compris les nouvelles mesures et initiatives pour la mise en oeuvre du Programme d'action;

12. *Prie instamment* les États de prendre des mesures spéciales pour protéger les filles affectées par la guerre, en particulier pour les protéger des maladies transmissibles sexuellement telles que la contamination par le VIH/sida et de la violence sexiste, y compris de viols et de sévices sexuels, de la torture, de l'exploitation sexuelle, des enlèvements et des travaux forcés, en accordant une attention particulière aux filles réfugiées et déplacées et de veiller à tenir compte des besoins particuliers des petites filles affectées par la guerre dans le cadre de la fourniture de l'aide humanitaire et du processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion;

13. *Prie instamment* les États et la communauté internationale de respecter, de protéger et de promouvoir les droits de l'enfant, compte tenu de la vulnérabilité particulière des petites filles dans les situations préalables à un conflit, de conflit et d'après conflit et leur demande de prendre des initiatives particulières visant à tenir compte des droits et des besoins des filles affectées par la guerre;

14. *Se félicite également* de la tenue de la Conférence internationale sur les enfants affectés par la guerre qui aura lieu à Winnipeg (Canada) du 11 au 17 septembre 2000 et prend acte avec satisfaction de son ordre du jour;

15. *Prie de même instamment* les États d'élaborer et de diffuser largement des plans, programmes ou stratégies détaillés, multidisciplinaires et coordonnés en vue d'éliminer toutes les formes de violence contre les femmes et les filles, comportant des objectifs et des échéances, ainsi que des procédures d'application internes efficaces utilisant des mécanismes de contrôle qui associent toutes les parties concernées, notamment par des consultations avec les organisations féminines, en accordant une attention particulière aux recommandations ayant trait aux petites filles qui figurent dans le rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question de la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences;

16. *Demande* aux gouvernements, aux membres de la société civile, y compris les médias, et aux organisations non gouvernementales de promouvoir l'éducation dans le domaine des droits de l'homme ainsi que le plein respect et la jouissance des droits fondamentaux des petites filles, notamment en faisant traduire et produire des documents d'information sur ces droits, adaptés à chaque âge, et en les faisant distribuer à tous les secteurs de la société, notamment aux enfants;

17. *Prie* le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination, de veiller à ce que tous les organes et organismes des Nations Unies, individuellement et collectivement, en particulier le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme,

l'Organisation mondiale de la santé et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, tiennent compte des droits et besoins particuliers des petites filles dans les programmes de pays, conformément aux priorités nationales, y compris dans le cadre de l'aide au développement¹²;

18. *Prie* les organes chargés de l'application d'instruments relatifs aux droits de l'homme, les procédures spéciales et les autres mécanismes relatifs aux droits de l'homme de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme d'adopter systématiquement une perspective sexospécifique dans les dispositions prises en application de leurs mandats et d'inclure dans leurs rapports des renseignements sur l'analyse quantitative des violations des droits fondamentaux des femmes et des filles et d'encourager le renforcement de la coopération et de la coordination à cet égard;

19. *Prie* les États et les organisations nationales et non gouvernementales de mobiliser tout l'appui, les ressources et les efforts nécessaires pour atteindre les buts et objectifs stratégiques énoncés dans le Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et dans les nouvelles mesures et initiatives pour la mise en oeuvre du Programme d'action;

20. *Souligne* qu'il importe d'évaluer quant au fond l'exécution du Programme d'action en prenant en considération tous les stades de l'existence afin d'identifier les lacunes et obstacles rencontrés dans le processus d'exécution et de mettre au point de nouvelles initiatives pour réaliser les objectifs du Programme d'action;

21. *Se félicite* de la convocation du deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales devant avoir lieu à Yokohama (Japon) du 17 au 20 décembre 2001 et invite les États Membres et les observateurs à y participer;

22. *Encourage* les commissions régionales et les organisations régionales à exécuter des activités à l'appui des préparatifs du deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales;

23. *Prie en outre* le Secrétaire général de veiller à ce que l'on tienne compte, pour les préparatifs de la session extraordinaire que l'Assemblée générale consacrera en 2001 au suivi du Sommet mondial pour les enfants, d'une perspective sexospécifique et des besoins et des droits des petites filles, notamment en lui présentant un rapport détaillé établi sur la base des résultats des examens quinquennaux de la Conférence internationale sur la population et le développement, de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, et du Sommet mondial pour le développement social ainsi que du Forum mondial sur l'éducation et de l'expérience acquise à cet égard.

¹² Voir A/53/226, par. 72 à 77 et A/53/226/Add.1, par. 88 à 98.